

Réjean Pelletier, *Partis politiques et société québécoise — De Duplessis à Bourassa, 1944-1970*, Montréal, Québec/Amérique, 1989, 397 p.

Guy Lachapelle

Numéro 16, automne 1989

Les États-Unis

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040639ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040639ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (imprimé)

1918-6584 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lachapelle, G. (1989). Compte rendu de [Réjean Pelletier, *Partis politiques et société québécoise — De Duplessis à Bourassa, 1944-1970*, Montréal, Québec/Amérique, 1989, 397 p.] *Politique*, (16), 130–133.  
<https://doi.org/10.7202/040639ar>

Réjean Pelletier, *Partis politiques et société québécoise — De Duplessis à Bourassa, 1944-1970*, Montréal, Québec/Amérique, 1989, 397 p.

Les partis politiques sont des agents de transformation sociale qui possèdent une certaine autonomie leur permettant d'élaborer des programmes d'action qui leur sont propres tout en proposant aux citoyens des choix politiques novateurs. Telle est l'idée développée par Réjean Pelletier tout au long de cet ouvrage passionnant qui nous fait revivre, à partir du discours des partis politiques, l'une des périodes les plus mouvementées de l'histoire politique du Québec, soit de l'élection de Maurice Duplessis en 1944 jusqu'au déclin de l'Union nationale et à l'émergence du Parti québécois. Les partis politiques québécois ne sont pas, à l'instar du système de partis canadien, des organisations qui cherchent désespérément le consensus à l'intérieur de la société afin de s'assurer de l'appui le plus large possible. Ils ne sont pas, non plus, l'instrument des classes dominantes ou de simples intermédiaires entre

la société civile et l'État. Ils sont au contraire bien ancrés dans le social et cherche constamment à se renouveler.

Pour faire cette démonstration, l'auteur nous propose une analyse des programmes électoraux des principaux partis politiques québécois, des thèmes électoraux et des caractéristiques socio-économiques des parlementaires élus au lendemain de chacune des confrontations électorales. Selon lui, une telle approche axée principalement sur l'analyse du discours programmatique des partis politiques, plutôt que sur l'analyse des politiques mises de l'avant par ces derniers une fois au pouvoir, permet de mieux faire ressortir les influences du social sur le politique et non pas l'inverse. Mais tous les partis politiques québécois n'ont pas fait l'effort intellectuel de rédiger et d'offrir aux électeurs un programme. Tel fut le cas de l'Union nationale durant la période duplessiste bien que cela n'a pas empêché ce parti d'être élu et réélu. Pour cette période, l'auteur a donc regardé de plus près les discours de Maurice Duplessis et mené une analyse de la publicité électorale de ce parti.

Si cet ouvrage s'ouvre sur le régime duplessiste et démontre comment le discours de l'Union nationale est demeuré pratiquement figé jusqu'à la disparition de son chef, il consacre malgré tout une place importante aux efforts du Parti libéral à se doter d'une plate-forme électorale innovatrice pour faire contre-poids au traditionalisme du leader de l'Union nationale. De 1952 à 1956, le Parti libéral devient ainsi le défenseur de la sécurité sociale, un champ d'activité où l'Union nationale semble avoir peu d'intérêt sauf lorsque certaines interventions de l'État fédéral menacent l'autonomie provinciale. Bien que dans son programme de 1948, le Parti libéral proposait l'instauration d'un régime d'assurance-maladie, ce n'est véritablement qu'à partir de 1952 que ce thème va occuper une place importante. Mais ce qui est le plus étonnant au cours de la période duplessiste, c'est de constater que malgré tous les efforts du Parti libéral pour élaborer un programme original dans plusieurs secteurs, le champ constitutionnel reste occupé essentiellement par Maurice Duplessis qui ressasse sans cesse les mêmes thèmes. Malgré tous les efforts, le message libéral ne réussit pas à passer la rampe même s'il reflète assez bien le

sentiment de plusieurs groupes à l'intérieur de la société québécoise. À partir de cette analyse du développement des plateformes libérales de 1948, 1952 et de 1956, qui contiennent les germes de celui de 1960, Réjean Pelletier conclut qu'un programme électoral s'élabore par sédimentation, c'est-à-dire que lorsqu'un parti politique a le même leader pour une certaine période de temps, il aura tendance à retrancher peu d'éléments de son programme tout en ajoutant constamment de nouvelles propositions.

Dans les moments de polarisation sociale aiguë, les partis politiques chercheront plutôt à adopter des positions extrêmes afin de se démarquer les uns des autres tout en essayant de convaincre l'électorat du bien-fondé de leur démarche et de la nécessité du changement. Dans ces moments, l'arrivée d'un nouveau chef à la tête d'un parti représente souvent un moment privilégié où un programme ne s'élabore plus par couches successives mais où de nouvelles priorités apparaissent. Telle fut la situation en 1960, où le Parti libéral proposa plusieurs réformes importantes, et durant les années soixante-dix où le Parti québécois cherchera à imposer de nouvelles orientations à la société québécoise.

Selon Réjean Pelletier, les dirigeants et les militants ont un rôle essentiel à jouer dans le renouvellement des programmes car ce sont eux qui permettent aux partis de faire le pont entre le social et le politique. C'est à niveau que les partis jouissent d'une autonomie réelle et variable suivant qu'ils réussissent à intégrer les demandes des citoyens et de certains groupes pour proposer des programmes novateurs. Toutefois, les partis traditionnels peuvent parfois avoir des difficultés énormes à traduire les aspirations des citoyens à l'intérieur de leurs programmes. Tel fut le cas du Parti libéral et de l'Union nationale à partir du milieu des années soixante alors qu'ils furent incapables de proposer des solutions à une société en pleine effervescence et où le système de partis au Québec était en mutation.

En ce qui concerne les députés élus pour chacune des formations politiques, Réjean Pelletier constate que plus les années de pouvoir sont longues et successives, plus le personnel politique se fait vieillissant. Il faut souvent à un parti politique un

échec électoral pour amener un renouvellement de la députation tout en permettant aux partis de se ressourcer au niveau des idées. L'arrivée au pouvoir du Parti libéral en 1960 a ainsi signifié l'émergence d'une nouvelle classe politique venant de milieux différents que ceux de la députation de l'Union nationale et ayant une vision plus technocratique de la société. Ce type de changement amène également les partis à proposer de nouveaux enjeux.

Finalement, sans que l'auteur ait eu cet objectif avoué, l'analyse des programmes des partis politiques québécois nous permet de réfléchir sur le développement de l'État québécois depuis la fin de la seconde guerre mondiale. De l'État clientélaire ou ordonnateur de Maurice Duplessis à l'État bienfaiteur et organisateur du Parti libéral des années soixante, c'est toute la mise en place de l'État-providence québécois que nous voyons défiler.

Ce livre permet d'enrichir la recherche en sociologie électorale en regardant la production en amont des partis politiques québécois et en nous offrant une analyse qui ne fait plus des partis politiques de simples courtisans de l'électorat. Tout ceux qui s'intéressent à l'histoire, à la genèse et au développement des partis politiques au Québec trouveront dans ce livre une mine fort riche.

Guy Lachapelle  
Université Concordia